**Une émancipation sans les classes populaires? Les recompositions du communisme français**

Le Parti communiste français (PCF) se caractérisa longtemps par son identité populaire, seul parti ouvrier parmi des organisations politiques dominées par les fractions bourgeoises de la population. Des années 1930 aux années 1970, son audience était surtout forte dans les milieux ouvriers, d’où étaient issus la plupart de ses soutiens électoraux et le gros de ses troupes militantes, mais également ses principaux dirigeants. Que s’est-il passé depuis ? Qui a succédé aux permanents ouvriers ? À quelles classes sociales s’adressent désormais les dirigeants communistes ?

Pour répondre à ces questions, je m’appuie sur une recherche de terrain menée dans différents territoires où peut s’analyser le pouvoir pris par les élus ainsi que la marginalisation des militants issus des classes populaires. En outre, à l’échelle de la direction nationale du PCF, un écart progressif s’observe entre les dirigeants communistes et les réseaux syndicaux du monde salarié, en particulier de la Confédération générale du travail (CGT). Il apparaît ainsi que le communisme a tout autant été désarmé par ses adversaires socialistes et de droite, dans un contexte général d’offensive néolibérale, qu’il s’est désarmé lui-même, en abandonnant l’ambition de représenter prioritairement les classes populaires et de promouvoir des militants issus des groupes sociaux démunis.

Analyser le déclin d’un parti qui avait historiquement réussi à produire une élite politique ouvrière offre la possibilité d’une réflexion sur les difficultés à construire un outil de lutte collectif contre l’exclusion politique des classes populaires. Revisiter l’histoire récente du PCF relève d’un enjeu majeur pour la gauche dans un contexte de décrochage de ses organisations avec les groupes populaires.

**Julian Mischi**

Chercheur en sociologie au département des sciences sociales de l’INRA, auteur de l’ouvrage *Le Communisme désarmé* (Agone, 2014).